Les exemptions et l'argument de l'activité « accessoire »

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La loi exempte entièrement certaines personnes, à commencer par les banques, les banques d'affaires (merchant banks), les sociétés de financement et certains assureurs agréés, qui sont des prestataires de services de paiement exemptés au sens de la section 13. C'est pourquoi DBS a pu lancer sa plateforme d'échange numérique sans licence de paiement distincte, tout en restant soumise à la surveillance de la MAS (Monetary Authority of Singapore, l'autorité monétaire et de surveillance financière) en tant que banque.[1] Les intermédiaires des marchés de capitaux agréés ne sont pas exemptés en tant que tels. Une activité réglementée par le Securities and Futures Act (SFA) ne constitue toutefois pas en plus un service de paiement lorsque le jeton est un capital markets product (produit des marchés de capitaux), car un DPT est par définition un moyen d'échange et le périmètre du SFA prime. C'est à ce stade que les deux lois sont conciliées en pratique. Une action tokenisée est une valeur mobilière au sens du SFA et ne peut pas être en même temps un DPT.

L'argument de l'activité « accessoire » est fréquemment invoqué par des entreprises dont l'activité principale est autre. Il peut s'agir d'un cabinet d'avocats percevant ses honoraires en jetons, d'un développeur de jeux disposant d'une monnaie interne au jeu ou d'une société de logiciels qui convertit la trésorerie d'un client entreprise.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

L'argument n'a qu'une portée limitée, car contrairement au SFA, le Payment Services Act ne contient aucune exemption générale pour les activités accessoires à une activité non réglementée. La question est de savoir si la personne « carries on a business of providing » le service, ce que la MAS interprète comme une question de régularité, de rémunération et de présentation au public (holding out).[2] Un cabinet professionnel qui accepte des jetons en paiement de ses propres services et les convertit pour son propre compte ne fournit de service à personne. Une société de logiciels qui convertit la trésorerie d'un client en dollars moyennant une marge exerce une activité de négociation. Le développeur de jeux bénéficie de l'exclusion relative aux jetons à usage limité si le jeton ne peut pas être converti en argent. Il en perd le bénéfice dès qu'apparaît un marché secondaire que le développeur soutient.

Note pratique

Avant de se prévaloir d'une quelconque exemption au titre du Payment Services Act, un fondateur devrait consigner par écrit trois faits et les faire vérifier. Qui est la contrepartie de chaque mouvement de jetons ? L'entreprise détient-elle jamais des jetons ou des éléments de clé pour une autre personne ? L'entreprise tire-t-elle un revenu quelconque de ce mouvement ? Si l'entreprise ne détient rien et ne tire aucun revenu des jetons d'autrui, elle se situe probablement hors du champ de la loi. Si l'une des deux dernières réponses est positive, l'entreprise devrait partir du principe qu'elle a besoin d'une licence ou d'un partenaire agréé et planifier son calendrier en conséquence. La MAS a constamment refusé de considérer « nous ne détenons que quelques secondes » ou « nous sommes une entreprise technologique » comme des exclusions. Une réponse erronée constitue une infraction au sens de la section 5(3) de la loi.

Notes

1. PSA, section 13 (prestataires de services de paiement exemptés) et Payment Services (Exemption for Specified Period) Regulations 2019 pour la période de grâce initiale. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. PSA, section 5(1), « carries on a business of providing any type of payment service » ; MAS FAQs on the Payment Services Act, sur la notion d'exercice d'une activité. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com